

Le Gouvernement dénonce des « recrutements massifs » par les FLN

@rib News, 08/06/08 - Source AFP Le gouvernement du Burundi a accusé les rebelles des Forces nationales de libération (FNL) de continuer à procéder à "des recrutements massifs" dans le pays, en violation de l'accord de cessez-le-feu signé en 2006, dans un communiqué samedi. « Le gouvernement constate ces derniers jours que le Palipehutu-FNL continue à se livrer à des recrutements massifs à travers tout le pays (...) en violation de l'accord global de cessez-le-feu signé le 7 septembre 2006 », selon la ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, Hafsa MOSSI. Le gouvernement accuse également le Palipehutu-FNL de continuer à exiger de la population des cotisations forcées en argent et en vivres, alors qu'il bénéficie du ravitaillement assuré par nos partenaires. L'Union européenne et la Suisse financent depuis le 28 mai une opération de ravitaillement de combattants rebelles estimés à 3.000 hommes, alors que les FNL revendiquent officiellement 15.100 combattants. Ce ravitaillement sera assuré pendant 15 jours au-delà desquels les FNL doivent avoir gagné des sites de cantonnement. Face à cette situation, le gouvernement prie instamment le Palipehutu-FNL de rejoindre les camps de rassemblement et informe que les nouvelles recrues seront comprises de l'effectif de ce mouvement, lors de son intégration », conclut le communiqué. « Je ne peux pas faire de commentaire. Le président Agathon RWASA va s'exprimer sur la question demain (dimanche) avant de s'en aller pour Sun City en Afrique du sud, où il doit participer à une réunion importante », a déclaré le porte-parole rebelle, Pasteur HABIMANA. Selon une source diplomatique à Bujumbura, « une réunion du directoire politique a été ouverte aux envoyés spéciaux de l'ONU, de l'UE et de l'UA doit se tenir à Sun City du 8 au 10 mai, en vue de faire avancer l'application de l'accord, qui semble faire du surplace ». « Le président sud-africain Thabo Mbeki doit recevoir RWASA et il doit en principe organiser une rencontre entre lui et le président (burundais) Pierre Nkurunziza qui se trouve dans ce pays en ce moment », a ajouté la même source, sous couvert d'anonymat. Le leader des FNL est rentré le 30 mai à Bujumbura peu après la signature d'une nouvelle déclaration de cessation des hostilités dans le pays. Le gouvernement et les FNL ont signé en septembre 2006 un accord global de cessez-le-feu, mais son application achoppe toujours sur la question du partage des pouvoirs politique et militaire. Dans ce climat de blocage total des discussions, les rebelles avaient lancé le 17 avril une offensive contre la capitale, faisant craindre à la population un retour à des affrontements à grande échelle. Depuis 2006, le Burundi tente de mettre fin à une guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts depuis 1993. (Source AFP)